

au gouvernement, existoit. Elle a demandé pareillement que leurs pertes occasionnées par la détention de leurs bâtimens par force majeure, c'est-à-dire, par la Porte ottomane, & l'interruption qui en est résultée de leur commerce pendant près de dix-huit mois soient estimées non pas d'après leur propre calcul, mais d'après l'arbitrage d'autres négocians, la nomination desquels ils laissent au choix de Monsieur de Stachieff. Il est vrai que celui-ci n'a pas voulu consentir à leur demande, mais cela ne les a pas empêchés de prier eux-mêmes les premiers négocians de cette ville de faire cet examen. Ils prétendent qu'on a fait de fausses représentations de l'état de leur maison à ceux qu'il appartient en Russie, & que c'est de-là qu'on a envoyé Monsieur Kirschbaum ici pour travailler à la remise de quelques millions de piastres payés par la Porte pour acquit de son dernier traité. Cette démarche ne peut donc être évidemment que contre les intentions de l'Impératrice, puisque suivant l'accord passé aux-dits Sieurs Siednef James & compagnie, c'est celle-ci qui devoit être chargée de la remise de la dite somme due par la Porte dès le moment que leur maison seroit établie en cette ville : cela est si vrai qu'en conséquence le banquier de la cour baron Friedericksz avoit envoyé à la dite compagnie l'expédition de l'ordre de l'Impératrice pour la remettre au Sieur de Stachieff & en avoit donné avis aux principaux banquiers de l'Europe. On soupçonne